

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière extraordinaire du jeudi 17 avril 2025

Membres en exercice : 26  
Présents : 16  
Procuration(s) : 4  
Absent(s) : 6  
Nombres de votants : 20  
Votes pour : 20  
Vote(s) contre : 0  
Abstention(s) : 0  
Date de la convocation : vendredi 11 avril 2025

DELIBERATION N°DL\_AP2025\_0066

**Relative à l'avis du Conseil départemental sur le projet de décret relatif à l'organisation de l'épreuve terminale anticipée de français de l'examen des baccalauréats général et technologique de la session 2026 pour l'année scolaire 2024-2025 à Mayotte en raison des conséquences du cyclone Chido**

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-sept avril, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière extraordinaire, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.  
Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

**Conseillers départementaux présents :**

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Nadjima SAID, Monsieur Alain SARMENT, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Hélène POLLOZEC

**Conseillers départementaux représentés :**

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Rosette VITTA donne pouvoir à Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA, Madame Soihirat EL HADAD donne pouvoir à Monsieur Saindou ATTOUMANI

**Conseillers départementaux absents :**

Madame Bibi CHANFI, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur Daniel ZAIDANI, Madame Zaounaki SAINDOU

**Secrétaire de séance désignée :**

Madame Hélène POLLOZEC

**Le Président constate que le quorum est atteint,**

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;  
**Vu** la délibération n°DL\_AP2021\_00197 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;  
**Vu** l'article 15, alinéa 3 du chapitre III du Règlement intérieur du Conseil départemental - délibération n°AP2021\_0209 du 19 juillet 2021 portant sur le recours à la procédure d'urgence de la convocation d'une assemblée plénière ;  
**Vu** la saisine du Préfet en date du 14 avril 2025 ;

**Considérant :** le rapport n°2025-02551 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

**Considérant :** l'avis de la Commission réunie en date en date du 17 avril 2025.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

### DECIDE

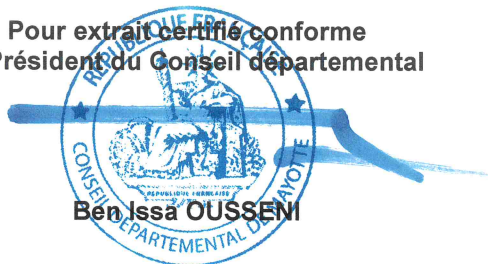
**Article 1 :** de donner un avis favorable au projet de décret relatif à l'organisation de l'épreuve terminale anticipée de français de l'examen des baccalauréats général et technologique de la session 2026 pour l'année scolaire 2024-2025 à Mayotte en raison des conséquences du cyclone Chido ;

### DEMANDE

**Article 2 :** au Ministère chargé de l'éducation d'analyser et de diffuser les résultats, dès qu'ils seront disponibles, afin que le rectorat de Mayotte et les autres acteurs éducatifs puissent, le cas échéant ou en cas de baisse du niveau des élèves, prendre toute disposition utile pour soutenir des élèves pendant les vacances et lors de l'année scolaire 2025-2026 ;

**Article 3 :** En application des dispositions de l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication ou affichage, ou sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.

Pour extrait certifié conforme  
Le Président du Conseil départemental



Ben Issa OUSSENI

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'éducation nationale,  
de l'enseignement supérieur et  
de la recherche

## Décret n° 2025-XXXX du XX relatif à l'organisation de l'épreuve terminale anticipée de français de l'examen des baccalauréats général et technologique de la session 2026 pour l'année scolaire 2024- 2025 à Mayotte en raison des conséquences du cyclone Chido

NOR : MENE2508053D

***Publics concernés :** candidats aux baccalauréats général et technologique à Mayotte.*

***Objet :** modification des conditions d'obtention des baccalauréats général et technologique pour la session 2026 à Mayotte, en raison des conséquences du passage du cyclone Chido. Ce décret prévoit qu'au titre de la session 2026, l'épreuve anticipée de français écrit est remplacée pour certains candidats la présentant en 2025, sous certaines conditions, par la prise en compte de la moyenne annuelle de l'enseignement concerné, figurant dans le livret scolaire. Les candidats ne pouvant prétendre à la prise en compte de la moyenne annuelle passent l'épreuve terminale anticipée de français écrit. L'épreuve terminale anticipée de français oral est maintenue pour tous les candidats. Le décret prévoit une commission d'harmonisation des moyennes annuelles de français retenues au titre de l'épreuve de français écrit.*

***Entrée en vigueur :** le décret entre en vigueur le lendemain de sa publication.*

***Application :** le présent décret est un texte autonome.*

**Le Premier ministre,**

**Sur le rapport de la ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de  
l'enseignement supérieur et de la recherche ;**

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 331-1 et L. 333-4 ;

Vu les conséquences du cyclone Chido survenu à Mayotte ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'éducation en date du 27 mars 2025 ;

Vu la saisine du Département de Mayotte en date du XX XX 2025

**OU**

Vu l'avis du Département de Mayotte en date du XX XX 2025,



## Décète :

### Article 1<sup>er</sup>

Le diplôme du baccalauréat général et celui du baccalauréat technologique sont délivrés à Mayotte, au titre de la session 2026, conformément aux dispositions des chapitres IV et VI du titre III du livre III du code de l'éducation, sous réserve des dispositions du présent décret.

### Article 2

Les dispositions du présent décret s'appliquent aux candidats suivants inscrits auprès de l'académie de Mayotte, qui présentent l'épreuve anticipée de français écrit en 2025 au titre de la session 2026 du baccalauréat général et technologique :

- candidats inscrits dans un établissement d'enseignement d'État relevant des articles D. 422-1 à R. 422-60 du code de l'éducation ;
- candidats inscrits dans un établissement d'enseignement privé ayant passé avec l'Etat le contrat prévu par l'article L. 442-5 du code de l'éducation ;
- candidats inscrits dans un établissement technique privé reconnu par l'Etat en application de l'article L. 443-2 du même code ;
- candidats pris en charge dans les unités d'enseignement mentionnées à l'article D. 351-17 du code de l'éducation ;
- candidats inscrits au Centre national d'enseignement à distance en application de l'avant-dernier alinéa de l'article R. 426-2 du code de l'éducation.

### Article 3

Pour l'année scolaire 2024-2025, l'épreuve anticipée de français écrit est remplacée par la prise en compte de la moyenne annuelle de la classe de première, dans l'enseignement de français. Cette moyenne annuelle est validée par le conseil de classe, inscrite dans le livret scolaire des candidats, et arrondie au point supérieur.

Les candidats qui ne disposent pas de moyenne annuelle dans l'enseignement de français sont convoqués à l'épreuve terminale anticipée correspondante.

### Article 4

Une commission d'harmonisation des notes attribuées au titre de l'épreuve anticipée de français écrit est créée par le recteur de Mayotte. Elle est présidée par un inspecteur d'académie-inspecteur pédagogique régional et composée de professeurs certifiés ou agrégés exerçant dans les établissements publics ou privés sous contrat.

Les éléments dont dispose la commission pour procéder à cette comparaison sont :

- 1° Les moyennes annuelles inscrites dans le livret scolaire de première, prises en compte au titre de l'épreuve de français écrit ;
- 2° Des informations disponibles sur l'établissement d'origine du candidat, notamment les moyennes des notes obtenues à ces mêmes épreuves lors des deux dernières sessions du baccalauréat général et du baccalauréat technologique.

La commission d'harmonisation procède, si nécessaire, à la révision des notes qui peut être réalisée à la hausse comme à la baisse.

Ces notes provisoires seront transmises au jury du baccalauréat de la session 2026.

Les notes définitives pour la session 2026 du baccalauréat résultent de la délibération de ce jury.

## Article 5

La ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, le ministre d'Etat, ministre des outre-mer, la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

Par le Premier ministre :

François BAYROU

La ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale,  
de l'enseignement supérieur et de la recherche

Elisabeth BORNE

Le ministre d'Etat, ministre des outre-mer

Manuel VALLS

La ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire,

Annie GENEVARD

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Ministère de l'éducation nationale,  
de l'enseignement supérieur et  
de la recherche

**Arrêté n° XX du XX**  
**relatif à l'organisation de l'épreuve terminale anticipée de français de l'examen des**  
**baccalauréats général et technologique de la session 2026 pour l'année scolaire 2024-**  
**2025 à Mayotte en raison des conséquences du cyclone Chido**

NOR : MENE2508058A

**La ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de**  
**la recherche, le ministre d'Etat, ministre des outre-mer, la ministre de l'agriculture et**  
**de la souveraineté alimentaire,**

Vu le code de l'éducation ;

Vu le décret n° XXX relatif à l'organisation de l'épreuve terminale anticipée de français de  
l'examen des baccalauréats général et technologique de la session 2026 pour l'année scolaire  
2024-2025 à Mayotte en raison des conséquences du cyclone Chido ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 2018 modifié relatif aux épreuves du baccalauréat général à compter  
de la session 2021 ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 2018 modifié relatif aux épreuves du baccalauréat technologique à  
compter de la session 2021 ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 2018 modifié relatif aux épreuves anticipées du baccalauréat général  
et du baccalauréat technologique ;

Vu l'arrêté du 22 juillet 2019 modifié relatif à la nature et à la durée des épreuves terminales  
du baccalauréat général et du baccalauréat technologique à compter de la session de 2021 ;

Vu l'arrêté du 4 mars 2020 modifié relatif au livret scolaire pour l'examen du baccalauréat  
général, du baccalauréat technologique et du baccalauréat professionnel ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'éducation en date du 27 mars 2025 ;

**Arrêtent :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Pour les candidats mentionnés à l'article 2 du décret n° 2025 – XXX susvisé, la moyenne  
annuelle de français prise en compte au titre de l'épreuve anticipée de français écrit, dans les  
conditions prévues par l'article 3 de ce décret, est celle validée par le conseil de classe et  
reportée dans le livret scolaire du candidat, établi conformément à l'arrêté du 4 mars 2020  
susvisé. Cette moyenne est arrondie au point supérieur.



## Article 2

Pour l'ensemble des candidats inscrits auprès de l'académie de Mayotte présentant l'épreuve anticipée de français oral en 2025 au titre la session 2026 du baccalauréat général et du baccalauréat technologique, le récapitulatif des œuvres et des textes étudiés comporte, sauf mention contraire expliquant et justifiant l'anomalie, au moins huit textes pour les candidats au baccalauréat général et au moins six textes pour les candidats au baccalauréat technologique.

## Article 3

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

La ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale,  
de l'enseignement supérieur et de la recherche

Elisabeth BORNE

Le ministre d'Etat, ministre des outre-mer

Manuel VALLS

La ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire,

Annie GENEVARD